

Questions orales

LES PROJETS DU GOUVERNEMENT

M. Hnatyshyn: Vous avez mordu à l'hameçon? Peut-on espérer mieux?

M. Lalonde: Je défie le député de prouver ses allégations. Il n'a pas rencontré récemment l'Association du barreau canadien et l'Institut canadien des comptables agréés ensemble. Je parie qu'il ne s'est pas entretenu avec eux récemment tandis que moi, je l'ai fait.

M. Hnatyshyn: Regardez les résultats du groupe de travail.

M. Lalonde: Je regrette qu'il ait fait une déclaration au sujet de leurs points de vue. Je me suis entretenu des mesures avec le groupe à plusieurs reprises avant et depuis le budget. Ils ont accepté entièrement les mesures qui étaient contenues dans le budget et destinées à réformer la loi de l'impôt et la loi sur l'accise.

M. Hnatyshyn: Dites-vous que ces gens sont des menteurs?

M. Trudeau: Et vous? C'est vous le menteur.

M. Lalonde: Ils ont accepté les propositions contenues dans le budget, par conséquent, mon collègue ferait mieux de se mettre au courant des faits avant de se lever pour faire de telles déclarations.

Des voix: Bravo!

* * *

● (1125)

L'INDUSTRIE**LE PROJET DE FERMER L'USINE DE PRODUITS PÉTROCHIMIQUES DE MONTRÉAL**

M. Ray Skelly (Comox-Powell River): Monsieur le Président, ma question s'adresse au premier ministre et a trait au projet que l'on a fait de fermer l'usine de produits pétrochimiques Petromont, ce qui entraînera la perte de quelque 255 emplois et compromettra d'autres emplois dans des entreprises connexes; il y aura donc près de 750 emplois de supprimés dans la ville de Montréal. Nous devons cet état de choses au refus du gouvernement de subventionner le prix du pétrole et du gaz naturel et d'aider ces entreprises à moderniser leurs installations de façon à pouvoir traiter le gaz naturel liquide. Le premier ministre, en sa qualité de représentant élu de cette région, ne pourrait-il pas faire faire enquête sur cette affaire et voir si son gouvernement n'interviendrait pas pour sauvegarder ces emplois?

L'hon. Marc Lalonde (ministre des Finances): Monsieur le Président, depuis quelques mois, le gouvernement examine la question très attentivement. Le ministre de l'Expansion industrielle régionale a reçu le rapport du groupe de travail spécial chargé d'étudier le dossier. J'ai discuté dernièrement de cette affaire avec mon homologue des Finances du Québec. Le gouvernement du Québec et le gouvernement fédéral se concertent en ce moment sur les mesures qu'il faudra prendre pour corriger la situation. Le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources participe lui aussi à ces pourparlers. Je puis assurer au député que le gouvernement est au fait de la question. Nous collaborons avec le Québec pour voir quelles mesures nous pourrions prendre maintenant, qui seraient raisonnables et conviendraient aux intéressés.

M. Ray Skelly (Comox-Powell River): Monsieur le Président, tous les intéressés savent pertinemment que les recommandations du groupe de travail mandaté par le gouvernement vont mener ce secteur à la ruine dans cette région. A Sarnia, on craint fort que Polysar et, surtout, Petrosar n'éprouvent de graves difficultés à moins que le gouvernement ne soit disposé à établir des prix incitatifs.

En ce qui concerne l'emploi de liquides dérivés du gaz, les recommandations du groupe de travail risquent de causer des pertes continuelles à cette société, de la forcer à réduire sa production et, par conséquent, de la mettre sérieusement dans l'embarras.

Le ministre est-il en train de nous dire que le gouvernement n'a pas de projet en réserve en vue de sauver les quelque 700 emplois de Petromont ainsi que les 2,000 autres environ chez Petrosar et Polysar? Est-ce à dire que le gouvernement ne connaît pas de mécanisme qui puisse soutenir une industrie pétrochimique très prometteuse au Canada?

L'hon. Marc Lalonde (ministre des Finances): Bien sûr que non, monsieur le Président. A preuve les mesures qui ont déjà été prises ou qui ont du moins été débattues avec la province de l'Alberta. Le ministre de l'Énergie affirmait dernièrement que des pourparlers étaient en cours avec le gouvernement de cette province quant à la possibilité de fixer un prix spécial en vue de faire grimper les ventes de gaz naturel au Canada. Diverses autres initiatives sont aussi à l'étude. Il est évident que l'avenir de cette industrie à Sarnia et à Montréal nous préoccupe. Nous nous sommes maintes fois réunis avec les représentants des deux complexes. Je répète que je me suis également entretenu avec le ministre des Finances du Québec. Si je ne m'abuse, mon collègue de l'Expansion industrielle régionale a eu, lui aussi, des entretiens avec des porte-parole du gouvernement ontarien à ce sujet.

L'AIDE FINANCIÈRE REQUISE

M. Ray Skelly (Comox-Powell River): Monsieur le Président, ma question ne concernait pas l'Alberta. Elle ne visait pas non plus le programme gouvernemental plutôt incohérent en matière d'encouragements dans ce secteur. Elle concerne l'est du Canada, la province de Québec, et la ville de Montréal. Des milliers d'emploi sont en jeu, ainsi que des centaines de millions de dollars en produits et en services devant déboucher sur un très vaste marché intérieur, en Ontario, là où sont situés, dans l'Est, nos complexes pétrochimiques maintenant menacés. Il est dommage que le ministre ait négligé cette question très importante. Malheureusement, le groupe de travail que le gouvernement avait formé laisse également tomber ces entreprises. Le ministre le sait.

Le gouvernement est-il prêt à voir sombrer un secteur aussi important? Sans doute, puisqu'il n'entend pas consentir à ces industries une aide financière adéquate afin qu'elles puissent employer des liquides dérivés du gaz, ni même leur permettre de payer un prix intéressant pour le peu de produits pétroliers qu'elles utilisent.